

SOCIÉTÉ • GOUVERNEMENT ATTAL

## Education nationale et JO : Amélie Oudéa-Castera à la tête d'un superministère qui inquiète les enseignants

L'élargissement du périmètre de la ministre des sports, à quelques mois des Jeux olympiques et paralympiques de Paris, provoque la colère du milieu éducatif, qui traverse une crise profonde.

Par Eléa Pommiers , Violaine Morin , Aude Lasjaunias et Nicolas Lepeltier

Publié aujourd'hui à 05h00 · Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés



Amélie Oudéa-Castera à l'issue d'un conseil des ministres, sur le perron de l'Elysée, le 12 décembre 2023. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

C'est l'une des surprises de ce nouveau gouvernement resserré : un superministère de l'éducation nationale, de la jeunesse, des sports et des Jeux olympiques et paralympiques a été confié, jeudi 11 janvier, à Amélie Oudéa-Castéra, 45 ans, ministre des sports depuis 2022. Elle succède à Gabriel Attal, nommé premier ministre le 9 janvier, après moins de six mois à l'éducation nationale.

**Lire aussi :** [En direct, nouveau gouvernement Attal : ce qu'il faut retenir de cette première liste de quatorze membres](#)

Cette fidèle d'Emmanuel Macron, qu'elle a connu sur les bancs de l'Ecole nationale d'administration (ENA) au début des années 2000 (promotion Léopold Sedar-Senghor), avait rédigé les propositions « sport » du président sortant en 2022 : instauration de trente minutes quotidiennes de sport en primaire et de deux heures supplémentaires d'éducation physique et sportive par semaine au collège dès la rentrée.

Réputée connaître ses dossiers sur le bout des doigts, l'ancienne directrice générale de la Fédération française de tennis (mars 2021- mai 2022) a poursuivi, au sein du ministère, le travail d'assainissement des instances sportives amorcé par sa prédécesseure, Roxana Maracineanu. « AOC » a ainsi joué un rôle clé dans la destitution de Claude Atcher de la tête du comité d'organisation de la Coupe du

monde de rugby, puis poussé Noël Le Graët à la démission de la présidence de la Fédération française de football et Bernard Laporte de celle du rugby.

## « Une ministre à mi-temps »

Jeudi soir, sur le réseau social X, l'intéressée a déclaré qu'elle « *poursuivrai[t] pleinement, avec la même passion, [s]on action au service de la réussite des Jeux* ». L'association de l'éducation nationale et des sports au sein d'un seul ministère n'est pas une nouveauté – c'était encore le cas entre 2020 et 2022. Mais l'ancienne nageuse Roxana Maracineanu était alors ministre déléguée, sous tutelle de la rue de Grenelle. Beaucoup dans le milieu sportif rêvaient d'ailleurs de voir la création d'un ministère de plein exercice associant les sports à l'éducation nationale.

Dans une tribune au Monde, cosignée avec l'ex-ministre de l'éducation nationale Pap Ndiaye en avril 2023, Amélie Oudéa-Castéra estimait ainsi que l'école « *sera le socle le plus solide sur lequel nous allons construire l'héritage des Jeux* ». Reste qu'à six mois de la cérémonie d'ouverture, alors que la préparation de l'événement risque de monopoliser l'agenda, beaucoup s'interrogent sur la capacité de la ministre à gérer de front deux dossiers qui sont chacun présentés comme des priorités gouvernementales.

Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Découvrir

L'annonce a ainsi suscité de la colère dans les rangs des syndicats enseignants. « *Il est impossible que la ministre gère à la fois les JO et l'école* » s'agace Sophie Vénéitay, du SNES-FSU. « *Après avoir eu un ministre resté cinq mois, on va avoir une ministre à mi-temps alors que l'école traverse une crise profonde. On a l'impression d'être traités avec inconséquence, mépris et même désinvolture.* » Gabriel Attal a justifié cette décision, jeudi soir, en évoquant la « *synergie* » entre les deux sujets, dans un contexte où l'exécutif souhaite renforcer la pratique du sport à l'école.

Écouter aussi | [Dans quel état Gabriel Attal laisse-t-il l'éducation nationale?](#)

Faut-il surtout y voir une confirmation des paroles du nouveau premier ministre qui affirmait mardi, lors de sa passation de pouvoir avec Elisabeth Borne, qu'il emmenait avec lui « *la cause de l'école* », « *mère de toutes les batailles* » ? Gabriel Attal a confirmé, jeudi soir, avoir l'intention de continuer à « *s'impliquer beaucoup sur l'éducation nationale* », « *car c'est à l'école que se construit la société de demain* ». Avant d'adouber sa ministre, qu'il décrit comme « *absolument convaincue, comme je le suis et comme l'est le président de la République, que l'école, c'est l'assurance-vie de la République* ».

## « Domaine réservé du président »

Pour les syndicats enseignants, l'affaire est limpide : le duo à la tête de l'exécutif a l'intention de garder la main sur les questions scolaires, et la nomination de la ministre des sports le démontre avec éclat. « *La principale information de ce soir est finalement que le centre de gravité de l'éducation nationale va se déplacer de la rue de Grenelle à Matignon, et que Gabriel Attal va rester ministre de l'éducation* », assure Sophie Vénéitay.

Les commentateurs habituels du système scolaire n'ont pas de mots assez durs contre cette décision, « *triste* », voire « *catastrophique* » selon certains. « *Les ministres ne sont plus que les secrétaires du*

*couple Macron* », assure un ancien recteur, faisant allusion au rôle prêté à Brigitte Macron dans les décisions prises par le président sur les sujets éducatifs.

**Lire aussi le récit :** [Le passage éclair de Gabriel Attal à l'éducation nationale, ministère du temps long](#)



La reprise en main des dossiers scolaires par le chef de l'Etat était en effet un choix assumé du second quinquennat Macron, qui a même, fin août dans les colonnes du *Point*, érigé l'école en « *domaine réservé du président* ». « *On sait qu'Emmanuel Macron gère ces sujets depuis un moment, insiste Guislaine David, du SNUipp-FSU, mais ça ne nous satisfait pas, d'autant que Gabriel Attal a ouvert de nouveaux chantiers. Soit on les referme, soit on va au bout, mais à ce moment-là, il nous faut un interlocuteur direct.* »

## Tenir les délais

Et en effet, les dossiers sur le bureau de la nouvelle ministre de l'éducation ne manquent pas. Elle aura notamment la délicate mission de mettre en œuvre [les annonces de Gabriel Attal sur le « choc des savoirs »](#), dont les textes doivent être présentés et votés au ministère de l'éducation nationale dans les prochaines semaines, pour une mise en œuvre dans les mois qui viennent. Outre la simplification des programmes de primaire, la mise en place des groupes de niveau de mathématiques et de français en sixième et en cinquième, prévue dès la rentrée 2024, doit par exemple être rapidement tranchée si le ministère veut tenir les délais.

**Lire aussi :** [Groupes de niveau au collège : les calculs de Gabriel Attal pour créer des postes](#)



Le dossier n'est pas simple : malgré des arbitrages favorables obtenus à Bercy par Gabriel Attal, la mesure est gourmande en postes et le syndicat majoritaire des chefs d'établissements, le SNPDEN-UNSA, estime qu'il faudra bien davantage que 2 300 enseignants supplémentaires, comme le prévoit le ministère. Du reste, même si M. Attal a négocié en décembre 574 créations de postes dans le second degré, il y a fort à parier que, comme depuis des années, les concours de recrutement des professeurs ne feront pas le plein en 2024.

L'autre dossier majeur qui devait être débattu dans les prochains jours avec les partenaires sociaux est celui de l'attractivité, véritable épine dans le pied du système éducatif, qui déclenche des tensions en cascade. « *Tous ces chantiers risquent d'être mis en pause face à l'évidente échéance des Jeux olympiques, plaide Catherine Nave-Bekhiti, du SGEN-CFDT. Or le dossier de l'attractivité n'est pas une broutille, et nous avons réellement besoin d'avancer.* » Elisabeth Allain-Moreno, du SE-UNSA, abonde : « *L'école ne pourra pas attendre septembre pour avoir une ministre à plein temps, car nous avons trop de sujets urgents à traiter.* » Chacun attend désormais d'Amélie Oudéa-Castera qu'elle soit en mesure de rassurer les 1,2 million de personnels qui forment la plus grosse administration de l'Etat.

**Eléa Pommiers, Violaine Morin, Aude Lasjaunias et Nicolas Lepeltier**

---

## Le Monde Ateliers

Découvrir

### Cours du soir

Immersion dans l'économie du crime